

QUEL A ETE L'IMPACT DE LA DEFISCALISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES SUR L'EMPLOI ?

Les analyses et données suivantes sont tirées de *Éric Heyer, « Simulation et première évaluation de la loi de défiscalisation des heures supplémentaires », L'économie française 2012, éditions La Découverte*

ETAPE 1 : LE CONSTAT

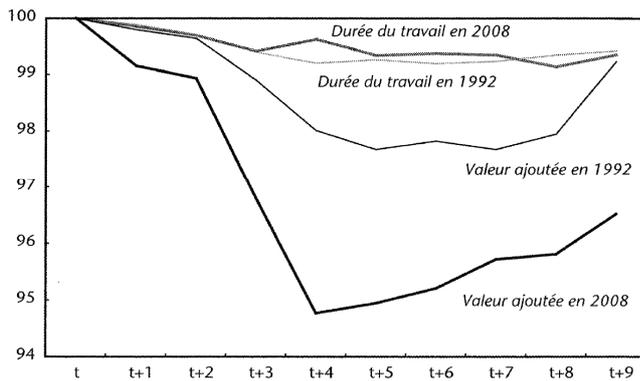
Face à une réduction de leur carnet de commandes, les entreprises commencent généralement par réduire le temps de travail, puis se séparent de leurs emplois précaires et en particulier de leurs intérimaires, avant finalement de procéder à des licenciements économiques.

Cependant, au cours de cette crise, le rôle d'amortisseur joué par la durée du travail en France a été à la fois moins puissant que dans les autres pays développés, mais aussi moins important que durant les récessions précédentes, notamment celle du début des années 1990. Plus précisément, la baisse de la durée du travail a été de même ampleur au cours des deux épisodes de crise mais avec un ralentissement de l'activité trois fois plus important au cours de la période récente.

Cette différence de comportement, malgré un fort recours au chômage partiel, peut être liée à la mise en place de la mesure de défiscalisation des heures supplémentaires.

Concrètement, la rémunération des heures supplémentaires effectuées au-delà des 35 heures hebdomadaires, et maintenant majorée de 25 % quelle que soit la taille de l'entreprise, n'est soumise ni à l'impôt sur le revenu ni aux cotisations sociales salariales et bénéficie d'une réduction de cotisations employeurs. Elle vise donc à redonner du pouvoir d'achat aux salariés français en abaissant le coût du travail et en augmentant leur durée du travail.

Graphique 1. Évolutions comparées de la durée du travail et de la valeur ajoutée au cours des deux dernières grandes récessions en France
100 = 2008 t1



Sources : INSEE, calculs des auteurs.

QUESTIONS

- 1) Pourquoi les entreprises, en cas de réduction de leurs ventes, ne choisissent-elles pas comme première solution de licencier leur personnel en contrat à durée indéterminée ?
- 2) Qu'est-ce que le « chômage partiel » ?
- 3) Pourquoi le recours à des mesures de réduction de temps de travail en cas de diminution de la production est-elle a priori favorable à l'emploi ?
- 4) En cas de diminution ou de stagnation de la production, augmenter les heures supplémentaires effectuées par les salariés d'une entreprise est-il a priori favorable à l'emploi ? Pourquoi ?
- 5) Pourquoi la mesure de défiscalisation et de réduction des cotisations sociales sur les heures supplémentaires est-elle de nature à a priori inciter les salariés et les employeurs à avoir plus souvent recours aux heures supplémentaires ?
- 6) Montrez à partir du graphique 1 que la crise de 2008 a entraîné une diminution plus importante du PIB qu'en 1992, mais que la réduction du temps de travail pour faire face à la crise en 2008 n'a pas été plus importante qu'en 1992
- 7) L'objectif de ce travail est de déterminer l'impact d'une mesure visant à accroître les heures supplémentaires effectuées par les salariés des entreprises sur le niveau de l'emploi. Quelle est la thèse principale présentée ici : cette mesure a-t-elle un impact positif sur le nombre d'emplois ?

ETAPE 2 : LA MODELISATION

Il est possible d'évaluer l'impact de la mesure de défiscalisation des heures supplémentaires sur l'économie française selon que cette mesure soit mise en place en période de forte croissance, ou au contraire en période de récession.

Impact en période de forte croissance économique

Dans la première simulation, nous nous plaçons dans un contexte conjoncturel favorable. Cette situation a été observée en France au début des années 1980 et 1990. Les principaux enseignements de cette simulation sont :

À très court terme (1 an), il y a concurrence entre durée du travail et emploi : près de 80 000 emplois seraient détruits sans que l'activité soit stimulée. Le supplément de revenu obtenu par ceux qui travaillent plus s'annule, en termes de PIB, avec ce que perdent ceux qui n'ont plus d'emploi. Dans ces conditions, le déficit public se creuserait de 0,7 point de PIB et le taux de chômage augmenterait de 0,3 point.

Cette augmentation du taux de chômage provoquerait une baisse des prix de 0,2 point. À l'horizon de 5 ans, celle-ci s'établirait à 1, 1 point. Cela permettrait un supplément de croissance de 0,4 % grâce à de la demande intérieure. La consommation des ménages serait stimulée par un revenu réel plus dynamique. Une partie de ce supplément de revenu serait épargnée par les ménages — le taux d'épargne augmenterait de 0,3 point —, l'autre serait consommée. Ce surcroît de consommation serait en partie capté par l'extérieur augmentation des importations de 0,3 %.

Cette mesure, via son impact expansionniste et la très légère baisse de coût du travail, permettrait de créer 12 000 emplois à l'horizon de 5 ans, insuffisant pour permettre une baisse du chômage.

L'impact expansionniste ne permettrait pas de financer cette mesure. Le déficit des administrations publiques (APU) s'aggraverait de 0,5 point de PIB à l'horizon de 5 ans.

À long terme, les créations d'emplois s'élèveraient à un peu plus de 40 000, ce qui représente une légère baisse du taux de chômage (— 0,1 point). Mais cette mesure ne serait toujours pas financée : le supplément de croissance de 0,5 % serait accompagné d'un creusement des déficits de 0,4 point de PIB.

Impact macroéconomique en conjoncture normale

Contrairement à la situation précédente, en conjoncture normale, le supplément de croissance serait de 0,3 point à 5 ans (0,4 point à 10 ans). Cette mesure ne serait toujours pas financée puisque le déficit se creuserait de 0,4 point (0,3 point à 10 ans).

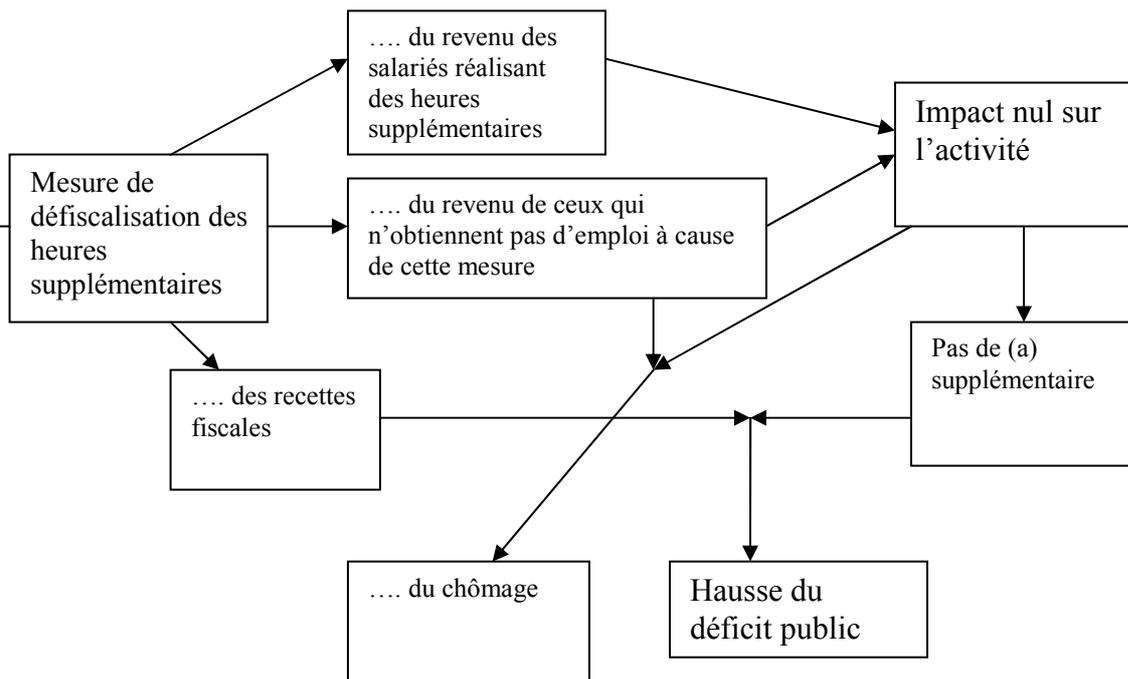
Impact macroéconomique en basse conjoncture

Dans la dernière simulation, la mesure de défiscalisation des heures supplémentaires est prise dans un contexte conjoncturel fortement dégradé. Une augmentation de la durée du travail dans ce contexte a une incidence négative sur l'emploi (— 58 000 à 5 ans et — 87 000 à 10 ans). Le taux de chômage augmente légèrement (0,2 point à 5 ans, 0,3 point à 10 ans). Cette mesure a un impact faible sur la croissance (0,2 point à 5 ans et 0,3 point à 10 ans) et n'est pas financée: le déficit se dégraderait de 0,5 point à 5 ans (0,4 point à 10 ans).

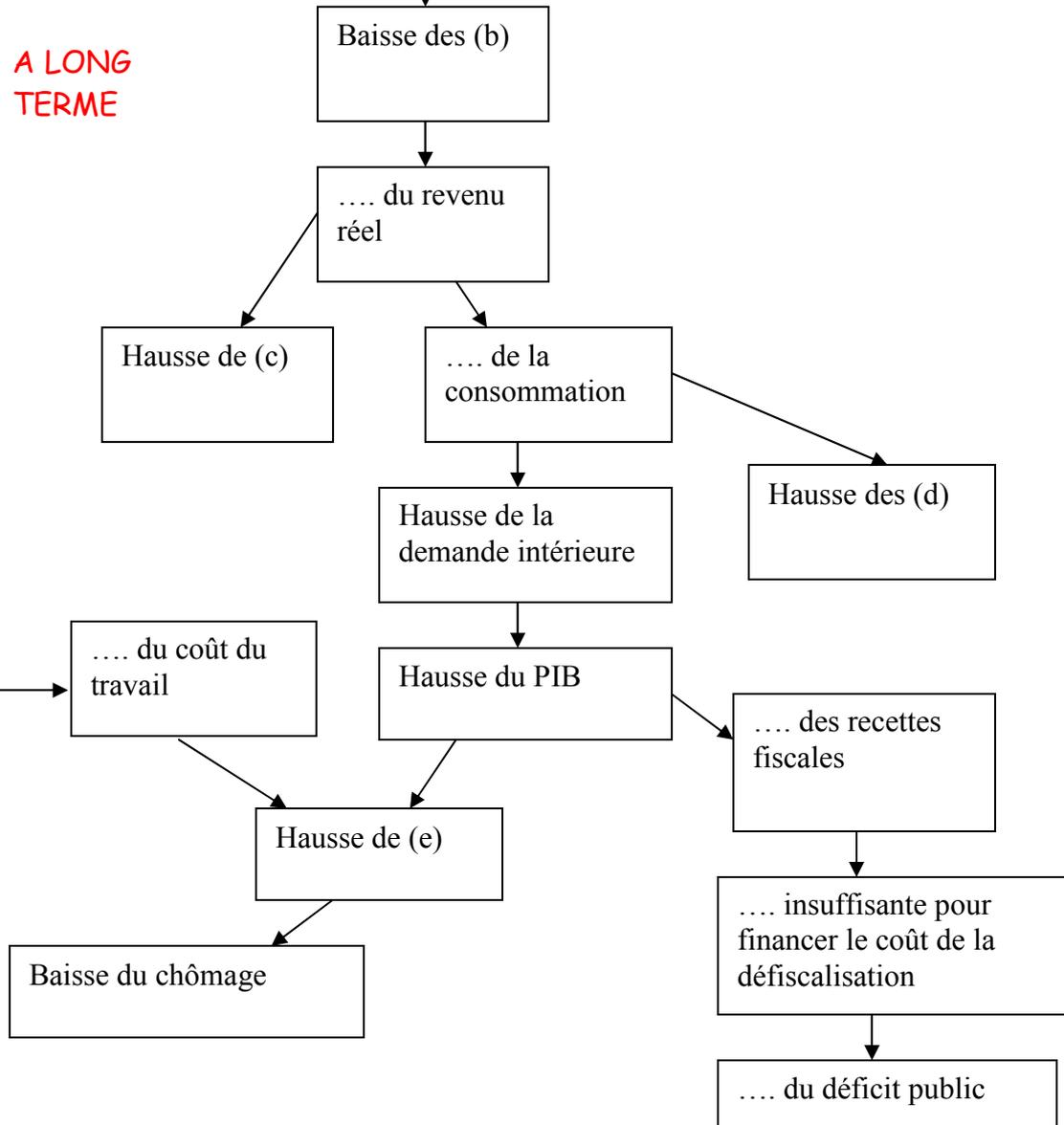
QUESTIONS

- 8) Nous avons auparavant travaillé sur la modélisation. Rappelez comment l'économiste peut mesurer les effets d'une mesure économique sur une variable (par exemple l'emploi) alors même que de multiples facteurs agissent sur l'évolution de cette variable
- 9) De même, montrez comment l'économiste peut connaître quelles auraient été les effets de cette même mesure sur cette même variable dans un autre contexte qui n'est pas celui qui existaient au moment où la mesure a été prise
- 10) Qu'est-ce que le revenu réel ? Pourquoi une baisse des prix permet-elle une diminution du revenu réel ?
- 11) A partir du texte ci-dessus, remplissez le schéma de la page suivante, en remplaçant les ... par des flèches vers le haut (hausse) ou vers le bas (baisse), et en remplaçant les lettres entre parenthèse par les termes suivants : *l'épargne, prix, l'emploi, importations, recettes fiscales*,
- 12) Dans quelle situation conjoncturelle cette mesure aurait-elle l'effet global le plus néfaste ? Pourquoi ?

A COURT TERME



A LONG TERME



ETAPE 3 : ESTIMATION DE L'ELASTICITE DES HEURES SUPPLEMENTAIRES PAR RAPPORT A L'EMPLOI

L'étude des résultats indique un impact significatif et négatif du volume d'heures supplémentaires sur l'emploi, que ce dernier soit mesuré par l'emploi intérimaire ou par l'emploi salarié dans le secteur marchand. Ainsi, l'élasticité estimée des heures supplémentaires à l'emploi intérimaire est proche de l'unité. Il y aurait donc bien concurrence entre les heures supplémentaires et l'intérim : une augmentation de 1 % du volume d'horaire supplémentaire détruirait 1 % des emplois intérimaires.

<i>Elasticité...</i>	par rapport à l'emploi intérimaire	Par rapport à l'emploi salarié marchand
	-0.9	-0.04

Une hausse de 1 % des heures supplémentaires détruirait près de 6 500 salariés du secteur marchand dont les trois quarts seraient des emplois intérimaires :

<i>Impact d'une hausse de 1% des heures supplémentaires sur...</i>	l'emploi intérimaire	l'emploi salarié marchand
	- 4 974	- 6 437

QUESTIONS

- 13) Rappelez ce qu'est une élasticité, et comment elle se calcule
- 14) Pourquoi une élasticité est-elle généralement négative ?
- 15) Que signifie « - 0.04 » dans le premier tableau ?
- 16) Que signifie « - 6 437 » dans le deuxième tableau ?
- 17) Pourquoi l'impact des heures supplémentaires sur l'emploi intérimaire est-il si fort ? Vous pourrez pour répondre vous aider du début du texte de la première page